

Lutte de classe

Quelques documents commentés de la LCR.

Quelques analyses très brèves du contenu de plusieurs documents récents de la LCR trouvés sur son site Internet national, se rapportant à la préparation de son congrès qui aura lieu fin janvier et les négociations en cours entre les différents partenaires « sociaux », représentants de l'Etat, du Medef et des syndicats ouvriers.

Le premier document se rapporte aux motions des trois tendances de la LCR qui servent de discussion à la préparation de son congrès.

(Rouge n° 2233, 03/01/2008)

PLATEFORME A

Union des anticapitalistes et des révolutionnaires

Rien que le titre est prometteur : on pourrait être anticapitaliste mais pas forcément révolutionnaire, alors qu'est-ce que l'on serait sinon un vulgaire social-impérialiste ou un réformiste bourgeois ?

« C'est parce que le PS s'est rallié corps et âme à ce système qu'il en est devenu le jouet, au point que certains de ses dirigeants se livrent au petit jeu de l'ouverture. C'est parce que le PCF, prisonnier de ses intérêts électoraux et institutionnels, n'a pas su rompre avec le PS qu'il est aujourd'hui un parti sans avenir. C'est parce que les directions des confédérations syndicales se sont, elles aussi, adaptées qu'elles capitulent. »

Que remarquons-nous dans ce discours ? En dehors des appareils et du jeu institutionnel, vous ne trouverez pas trace d'une analyse politique de la lutte des classes, pas l'ombre d'une caractérisation de la politique du PS et du PCF. Notez bien que si les dirigeants syndicaux ont capitulé, c'est parce qu'ils se sont adaptés, comme si s'adapter ce n'était pas démontrer qu'ils avaient déjà capitulé ! Ne cherchez pas devant qui les uns et les autres ont capitulé : devant l'impérialisme.

PLATEFORME B

Trois questions en débat

« Quant à cette offre du nouveau parti en tant que telle, elle ne peut être crédible que si la LCR dit clairement que, pour elle, il ne s'agit pas d'un parti révolutionnaire. Mais que ce parti, large et anticapitaliste, doit permettre la convergence de différents courants effectivement porteurs du meilleur des diverses traditions du mouvement ouvrier (donc sur d'autres bases qu'uniquement révolutionnaires). »

On retrouve ici le même discours : surtout il ne faut pas emprunter la voie révolutionnaire, il ne reste donc plus que la voie du réformisme.

La plateforme A reprochait au PS « l'ouverture », tandis que la plateforme B préconise un parti « large » celle-ci précise que leur nouveau parti ne sera pas révolutionnaire. On a ici de quoi caractériser la nature sociale de l'idéologie à laquelle adhéreront les travailleurs et les jeunes qui rejoindront cette tendance (ou ce parti) : petite-bourgeoise et réformiste. Que les travailleurs et jeunes que l'on recrute soient sur une ligne réformiste, c'est quelque part normal, mais qu'ils le demeurent ensuite parce que le parti qu'ils ont rejoint est également sur cette ligne, là il y a véritablement un problème.

La guerre de 14-18 a montré au prolétariat mondiale qu'au moment décisif, un parti comportant une tendance réformiste et par voie de conséquence une représentation parlementaire - que Gluckstein ne désespère pas, c'était la tendance la plus réactionnaire qui l'emportait entraînant la destruction du parti, en tant que parti pouvant se réclamer du socialisme.

Par contre, elle lui a montré aussi que le prolétariat pouvait vaincre s'il disposait d'un parti construit sur les bases du marxisme et fonctionnant dans le respect du centralisme démocratique. Rappelons pour ceux qui considèrent que ce parti était antidémocratique, que Lénine s'est retrouvé en minorité un nombre de fois incalculable à

l'intérieur de son parti, mais qu'il a obtenu la majorité aux moments décisifs, ce qui a permis au parti d'accomplir les tâches pour lesquelles il avait été construit et d'atteindre son objectif.

Voilà la différence fondamentale entre ces deux types de parti.

Manifestement ces deux plateformes de la LCR n'ont pas adopté la méthode *gagnante*, ce sont des losers comme disent les jeunes : avec ce genre de politique le prolétariat ne pourra jamais vaincre.

Alors vive le bolchevisme !

PLATEFORME C

Un nouveau parti, pour porter quel projet et quelle stratégie ?

« La vision du socialisme et la conception stratégique portées par le mouvement ouvrier au début du XXe siècle étaient très différentes de celles qui prévalaient à l'époque de la Ière Internationale. C'est une rupture de même ampleur qu'il faudra construire pour être capable de répondre aux défis contemporains.

Pour cela, il faudra prendre appui sur les aspirations démocratiques pour rendre plus visibles et plus légitimes les germes de communisme d'ores et déjà présents.

Les limites d'une tribune obligent à énoncer seulement quelques idées-forces : le lien entre auto-organisation des mouvements sociaux, autonomie porteuse d'expression politique, auto-émancipation, autogestion. La volonté de synthèse du meilleur de l'anticapitalisme, du féminisme, de l'écologie ou de l'altermondialisme. »

Pourquoi reporter indéfiniment la rupture avec le réformisme, car avec quoi faudrait-il rompre, on a le choix qu'entre deux possibilités : la voie réformiste ou la voie révolutionnaire (qui ne veut pas dire forcément marxiste, une voie révolutionnaire ne signifie pas forcément avoir analysé à fond la nature sociale et le rôle de chaque classe et avoir pris en compte tous les facteurs décisifs qui influent sur le cours de la lutte des classes...)

Le communisme n'a pas besoin d'une reconnaissance démocratique pour mettre en pratique son programme. Il tire sa légitimité de l'illégitimité de la survie du capitalisme et de la nécessité de le renverser sur le plan politique et social et de l'abolir sur le plan économique, parce qu'il mène l'humanité à la barbarie. La légitimité de notre combat et du communiste repose la place qu'occupe le prolétariat dans l'histoire, comme seule classe révolutionnaire dont dépend l'avenir de l'humanité. Voilà une raison largement suffisante pour se passer de la reconnaissance de la démocratie bourgeoise. La bourgeoisie doit céder la place au prolétariat, ce n'est pas plus compliqué.

Je crains qu'à force de s'auto quelque chose on finisse par oublier de s'organiser dans un parti pour vaincre. Cette tendance espère manifestement y parvenir avec des débris de la petite-bourgeoisie et des gauchistes.

Je ne sais pas où ils ont vu des « *germes de communisme d'ores et déjà présents* » quelque part, sans doute à Cuba, en Chine, etc., mais dans ce cas-là, on ne peut pas parler de « *germes* », il faut plutôt parler de débris en décomposition appartenant davantage au passé qu'au futur.

La stratégie de cette tendance consiste à s'adapter à la socialisation croissante de la production à l'échelle mondiale (altermondialisme), et dans quelque temps on découvrira à travers le petit trou de la lorgnette, qu'il reste encore quelques « *germes de communisme* ».

L'avantage du PT, c'est qu'il annonce directement la couleur : ils veulent construire un parti réformiste institutionnel. A la LCR, ils reprennent le flambeau du PS en mêlant un discours socialisant avec un discours réformiste.

Pour ma part, je pense qu'un parti révolutionnaire ne peut se construire que sur la base d'un programme marxiste.

(Rouge n° 2230, 06/12/2007)

RÉUNIONS PUBLIQUES

La dynamique se confirme

Aix-en-Provence

« Autre question, partant toujours d'un a priori favorable au nouveau parti anticapitaliste : « Avez-vous enfin abandonné "le grand soir" ? » Une autre encore : « Mais est-ce que c'est sûr qu'il [Besancenot] a abandonné le trotskysme ? »

À toutes ces questions, Olivier Besancenot a répondu dans le détail, montrant encore et encore pourquoi et comment il faut combiner ouverture vers le futur, regard lucide sur les apports et erreurs du passé, dans l'expression d'une nouvelle radicalité, pragmatique et utopique à la fois. (...)

Ce soir-là, les « anonymes de la lutte de classe », favorables à ce nouveau parti étaient bien présents. »

On connaissait jusqu'à présent les sociétés anonymes à responsabilité limitée (SARL), il y aura bientôt un parti d' « anonymes » à responsabilité forcément limitée !

Quand on lit les questions qu'ont posées les participants à cette réunion, qui constituent un « a priori favorable au nouveau parti anticapitaliste », on a une idée un peu plus précise du genre de parti que la LCR entend construire. Il y a de la concurrence dans l'air avec le PT.

L'ouverture vers le futur, la radicalité et l'utopie de Besancenot pue à cent lieux à la ronde l'opportunisme et la capitulation à plein nez !

(Rouge n° 2233, 03/01/2008)

CONTRAT DE TRAVAIL

Si vous avez lu le dernier éditorial que j'ai mis en ligne, vous allez vous marrer devant les pirouettes de Dominique Mezzi (je ne sais pas quelle fonction il occupe à la LCR). Le titre de son article *Le rideau va s'ouvrir* annonce une surprise possible. On se croirait à guignol.

Parlant du cycle interminable des rencontres entre les ministres, les représentants du patronat et des syndicats, notamment celles sur le contrat de travail, il se déclare favorable à des négociations comme s'il pouvait en sortir autre chose que la subordination du prolétariat au capitalisme, je cite : « *La négociation sur le contrat de travail devait faire la preuve que tout ne passe pas par la loi.* ». Il est au moins d'accord sur ce point avec Gluckstein.

Il écrit plus loin : « *Est-ce échouer que d'empêcher le Medef d'entraîner les syndicats, même si Sarkozy sera alors libéré de ses engagements de respecter la négociation ?* »

Le Medef « entraîne » contre leur gré les malheureux dirigeants syndicaux, ben voyons ! Gluckstein considère qu'ils sont pris au « piège ». Cherchez la différence ? Entre nous : A moins que Gluckstein n'ait jamais quitté la LCR, qui sait avec Lambert ? La LCR et le PT devraient fusionner !

Parce que Sarkozy aurait pu « respecter la négociation » ? Sans doute, une négociation qui tournerait uniquement à son avantage, ne pas le préciser c'est colporter des illusions. Que les négociations aboutissent à un accord ou non, Sarkozy s'en tape complètement puisque de toutes manières il sait que les dirigeants syndicaux sont alignés sur ses positions et défendront sur le terrain ses lois pourris une fois votées. Le fait d'accepter ce cycle de négociations suffit à asseoir provisoirement sa légitimité, ce qui n'est pas forcément le cas de sa politique.

Ceux qui pensent que Sarkozy a absolument besoin des dirigeants syndicaux pour passer ses lois scélérates ont raison, à ceci près qu'ils ne considèrent qu'un aspect de la question. Si l'on tient compte de l'évolution de la lutte des classes de ces dernières années, on se rend compte qu'aujourd'hui seule la rupture des relations avec le gouvernement et le Medef pourrait entraîner une accélération de la mobilisation du prolétariat, parce que ce serait la seule voie qu'il lui resterait pour défendre ses revendications. Tant que cette condition ne sera pas réalisée, il sera difficile au prolétariat de se mobiliser massivement contre le gouvernement et le Medef, il ne faut pas se leurrer. C'est pour cette raison que ceux qui n'ont pour seule perspective la satisfaction des revendications économiques, sont finalement impuissants et contribuent à paralyser le mouvement ouvrier.

La rupture des relations avec le gouvernement est un geste hautement politique qui tend à dresser les classes les une contre les autres. C'est rappeler que chaque classe à ses propres intérêts à défendre. C'est aussi indiquer clairement aux masses qu'elle est leur ennemi, celui qu'elles doivent abattre. Finalement cette rupture permet de faire la jonction entre les revendications économiques et sociales et de poser directement la question du pouvoir politique. Dès lors, rompre avec le gouvernement n'a pas une valeur symbolique, mais hautement politique.

Que Sarkozy applique son programme antisocial par le biais de la négociation ou par le biais d'une loi ne change fondamentalement rien à la situation, seule la rupture avec le gouvernement présenterait un réel danger pour lui,

car dans ce cas-là, cela signifierait que le prolétariat est en train d'avancer dans une autre voie, celle de sa mobilisation.

Qu'il applique son programme par le biais de négociations ou de lois, dans les deux cas il faut expliquer aux travailleurs syndiqués ou non que ce sont les dirigeants syndicaux qui sont coresponsables des attaques de Sarkozy, parce qu'ils n'ont jamais voulu organiser la mobilisation du prolétariat contre le gouvernement et le patronat. Si on ne prend pas la peine de leur expliquer, cela reviendra à laisser les mains libres aux dirigeants syndicaux de soutenir Sarkozy.

Dans chaque entreprise où il y a des syndicats, il est possible de commencer à constituer des comités sur la base de la rupture avec le gouvernement et le Medef sans attendre que les dirigeants syndicaux rompent, car si on peut après eux, on peut attendre longtemps ! C'est à la base la plus déterminée de réaliser le front unique dans la perspective de la mobilisation générale du prolétariat contre le régime. Nous n'avons absolument rien à attendre ou à exiger des Thibault, Mailly et consorts. La même initiative pourrait être prise au niveau local ou de chaque zone industrielle, en associant militants syndicaux, politiques, et travailleurs inorganisés. De la part des partis PT, LCR et LO, ce n'est qu'une question de volonté politique. Nous sommes convaincus qu'il existe aujourd'hui des pans entiers du prolétariat et de la petite-bourgeoisie qui sont prêts immédiatement à répondre à une telle initiative. Elle ne peut que s'inscrire dans la perspective de la construction du parti.

(Rouge n° 2227, 15/11/2007)

CONTRAT DE TRAVAIL

La négociation régression

J'ai retenu cet extrait d'un article de *Rouge* qui date de la mi-novembre, parce qu'il met en relief que **tous** les dirigeants syndicaux sans exception sont bien sur la même ligne de capitulation devant Sarkozy, contrairement à ce que prétend le Parti des travailleurs qui occulte en permanence le rôle pourri des dirigeants de Force ouvrière.

« À en croire certaines réactions syndicales récentes, le Medef aurait mis de l'eau dans son vin et la négociation serait en bonne voie. Le 30 octobre, le négociateur de Force ouvrière (FO), Stéphane Lardy, soulignait qu'il y avait « un certain nombre d'avancées », tandis que le négociateur de la CFDT, Marcel Grignard, actait « trois ou quatre éléments très importants ». Quant au négociateur de la CGC, Alain Lecanu, il appelait à « enrichir le texte ». », Gageons que celui de la CGT n'a pas dit autre chose que ses trois collègues.

Parler de « *régression* » à propos de la négociation, c'est en redemander... comme au PT!

Rappel et perspective.

La négociation quelle qu'elle soit s'inscrit automatiquement dans le cadre de la collaboration de classes dès lors qu'elle n'est pas le produit de la mobilisation du prolétariat.

La négociation entre les dirigeants syndicaux et les représentants de l'Etat ou du patronat, n'est ni une revendication du prolétariat, ni un droit arraché par le prolétariat, ni un acquis de la lutte des classes, elle en est l'antithèse sous la forme de la collaboration de classes.

Lors de la mobilisation du prolétariat, lors d'une grève, d'une grève de masse ou d'une grève générale, il se peut qu'à un moment donné les représentants de la bourgeoisie décident de donner satisfaction à une ou plusieurs revendications avancées par le prolétariat. Les représentants du mouvement ouvrier peuvent décider d'appeler à la reprise du travail si le rapport des forces en présence ne permet pas d'aller au-delà où d'espérer davantage, après seulement consultation de la base.

Dès lors, le prolétariat et son avant-garde organisée considèrent comme un acquis arraché à son ennemi de classe ce qu'il a obtenu au cours de son combat. Il conserve son indépendance de classe par rapport à la bourgeoisie et tire les enseignements de cette expérience afin de préparer les conditions de la prochaine étape de sa mobilisation qui aura pour objectif d'obtenir tout ce qui n'a pas pu être arraché lors de la lutte qui vient de se terminer.

Sa mobilisation et sa décision d'y mettre fin temporairement ne sont que des étapes sur le chemin devant le conduire à une mobilisation générale de l'ensemble du prolétariat afin d'obtenir la satisfaction de la totalité de ses revendications économiques, sociales et politiques.

Les représentants du prolétariat n'ont pas d'autre mandat que de défendre les revendications que les travailleurs ont défini eux-mêmes et de contribuer à leur mobilisation afin d'obliger le gouvernement ou le patronat à les satisfaire.

Les représentants du prolétariat doivent porter à la connaissance du gouvernement ou du patronat les revendications avancées par les travailleurs, sans qu'il ne soit question à aucun moment d'engager des négociations sur leur contenu avec les représentants de l'Etat ou du patronat. La grève, qu'elle soit générale ou non, demeure la seule arme dont dispose le prolétariat dans un premier temps pour obtenir satisfaction à ses revendications.

Si la grève générale se transforme en grève insurrectionnelle, ce sera alors au tour des partis politiques du prolétariat, de son avant-garde organisée, de déterminer la forme et les moyens les mieux adaptés à la situation qui permettront à la mobilisation révolutionnaire des masses de s'amplifier (et de mûrir) afin d'aboutir au renversement du régime en place.

L'avant-garde du prolétariat aura pour tâche principale au cours du développement de la révolution, d'aider le prolétariat à prendre conscience à chaque étape de son combat des tâches qu'il aura à accomplir, des moyens qu'il devra mettre en œuvre pour avancer consciemment vers son objectif, ce qui passera par la constitution d'organismes politiques indépendants dont les délégués révocables seront démocratiquement élus, afin d'entraîner l'ensemble du prolétariat et des pans entiers de la petite-bourgeoisie dans la lutte pour la prise du pouvoir et la constitution d'un Etat ouvrier.

On peut penser que dans un premier temps, seules les couches les plus avancées du prolétariat et de la petite-bourgeoisie seront engagées dans ce combat. Pour vaincre, il faudra impérativement qu'elles réussissent à entraîner la majorité de la petite-bourgeoisie et du prolétariat dans le combat, sous la direction du prolétariat.

La lutte pour le pouvoir ne pouvant se concevoir sans la lutte pour la direction de la révolution, le parti qui aura été capable de définir consciemment à chaque étape de la révolution, des mots d'ordre et des tâches correspondant au niveau de conscience de la mobilisation des masses afin de les aider à aller de l'avant, conquerra la confiance des masses qui lui donneront pour mandat de prendre le pouvoir en son nom...